

ENTRETIEN AVEC JEAN-BAPTISTE NOÉ

Saint-Siège et relations

propos recueillis par Marie-Laure FRISON

Nous avons rendu compte du dernier livre* de l'historien Jean-Baptiste Noé dans notre numéro du 30 octobre. Nous revenons aujourd'hui avec lui sur le poids du Saint-Siège sur la scène internationale.

■ **Quelle est la place du Saint-Siège dans les relations internationales ?**

■ **Qu'est-ce qui permet au Saint-Siège de peser dans les relations diplomatiques ?**

■ **Parmi les papes récents, lesquels ont été de grands diplomates ?**

Son réseau diplomatique d'abord, son réseau d'information également. Mais sa véritable puissance réside dans sa profondeur historique et culturelle. C'est un État qui a de la mémoire, quand beaucoup de pays occidentaux sont amnésiques, ce qui lui permet d'avoir une approche réaliste des relations internationales. Sur bien des dossiers,

Sur les neuf papes du XX^e siècle, six ont été diplomates. C'est Léon XIII (1878-1903), qui a donné une nouvelle ampleur au Saint-Siège après la perte des États pontificaux. Il a démontré que même si le Saint-Siège n'avait plus de juridiction temporelle, il continuait à être un acteur majeur des relations internationales. Il est intervenu notamment comme médiateur



Jean-Baptiste Noé : C'est un des États qui a le plus de relations diplomatiques, puisqu'il entretient des relations avec 180 pays, même s'il n'y a pas un nonce dans chacun d'entre eux. Cela est dû à son

histoire : fondé en 752 grâce à l'aide du roi des Francs Pépin le Bref, il est le premier État à s'être doté d'une école pour former les diplomates, l'Académie pontificale ecclésiastique, en 1701. Il est aussi un des premiers à envoyer des ambassadeurs, dans l'acception moderne du terme. Le premier ambassadeur de France près le Saint-Siège est le cardinal Jean de Bilhères, nommé par Charles VIII en 1493, et le premier nonce à Paris est Mgr Giovanni Ferrari, nommé par Alexandre VI en 1500.

Lors du Congrès de Vienne de 1815, les États présents ont reconnu aux nonces la qualité de doyen du corps diplomatique, ce qui a été confirmé par un autre congrès de Vienne, tenu en 1961. C'est une distinction honorifique qui témoigne de la haute estime dans laquelle le Saint-Siège est tenu par les autres puissances.

1918 : le Saint-Siège exclu de la table des négociations

Pape de la Première Guerre mondiale, Benoît XV dirige un État qui n'a plus de juridiction territoriale, depuis que l'Italie a envahi le reste des États pontificaux en 1870. Cette situation dure jusqu'aux accords du Latran en 1929. Tous les papes ont dénoncé cette situation, et font tout pour que le Saint-Siège soit reconnu sur la scène internationale, ce que le royaume d'Italie contrecarre systématiquement. Le roi et son gouvernement veulent empêcher que le Pape ne soit invité au congrès de Versailles qui règle la paix en Europe à l'issue de la guerre. Ce serait en effet une reconnaissance internationale officielle, et donc la reconnaissance explicite de l'illégalité de l'invasion des territoires pontificaux. Alors que la plupart des États d'Europe sont favorables à l'invitation du Pape, l'Italie manœuvre en sous-main pour éviter cela. Pourtant, Benoît XV a été très actif tout au long du conflit. Entre 1914 et l'été 1917, il a lancé 24 appels à la paix, faisant des propositions très concrètes, servant de médiateur avec les gouvernements d'Allemagne, d'Angleterre et de France. Mais une fois le train de la guerre lancé, personne ne veut prendre le risque de la paix. Tous ses appels restent vains, ce qui l'isole quelque peu. Il prône pourtant la justice et l'équité, seuls fondements crédibles d'une paix durable en Europe. Aucun pays ne doit être humilié. Benoît XV défend une vision d'équilibre des puissances et d'entente, mais les vainqueurs prônent la vengeance et les réparations. Cette folle vision porte les germes d'un nouveau conflit. L'Italie gagne, et le Saint-Siège n'est pas invité à Versailles. Le Pape assiste impuissant à « *la paix imposée par l'épée* » qui est une déclaration de guerre, quand le jeune Pacelli la qualifie « *d'absurdité internationale* ». « *L'histoire sera bien obligée de reconnaître un jour que la carte de l'Europe a été dessinée par un fou* », dira Benoît XV. La sagesse et le sens des réalités étaient du côté du Vatican. L'échec diplomatique de 1918 allait être médité pour préparer de futures victoires.

c'est la position du Vatican qui était la bonne : dossier irakien en 1991 et 2003, Syrie en 2013, enjeux environnements...

lors de conflits entre États d'Europe. Il y a bien sûr Benoît XV pendant la Grande Guerre. Sa vision de l'ordre européen est celle qui prévaut aujourd'hui. Il s'est refusé de soutenir un camp, arguant que la paix seule était son camp. Il a fait des propositions de paix, notamment

(Pas de paix sans justice, pas de paix sans développement économique)

s internationales

en 1917, qui sont restées sans réponse de la part de la France. Achille Ratti fut nonce en Pologne. Devenu le pape Pie XI, il dut résister contre le communisme et le nazisme. Pie XII fut un immense diplomate, à qui l'on doit les condamnations très fermes et sans ambiguïtés du nazisme et du communisme. C'est un pape qui a compris les enjeux contemporains bien avant de nombreux chefs d'État et qui, durant la guerre, s'est conduit avec beaucoup d'héroïsme, en dépit de ce qu'a voulu faire croire la cabale soviétique menée contre lui après sa mort.

Jean XXIII est un autre diplomate, nonce à Paris, qui a contribué à empêcher le conflit nucléaire entre les États-Unis et l'URSS lors de la crise de Cuba (1963). Jean-Paul II n'est pas issu du corps diplomatique de l'Église, mais il a néanmoins joué un rôle majeur dans la disparition du communisme en Europe de l'Est.

Enfin, Benoît XVI restera certainement comme un pape important pour la diplomatie pontificale. Il a restauré les liens avec la Russie, il a conclu de nombreux accords avec les pays arabes et avec l'Iran. Dans les décennies à venir, on se rendra compte que sa vision de l'Europe et sa dénonciation du relativisme étaient précurseurs.

■ Quels sont les objectifs du Saint-Siège dans la diplomatie internationale ?

Le Saint-Siège lutte pour défendre des idées et pour la défense de l'homme. Le sujet central aujourd'hui est la lutte contre le relativisme, qui veut non seulement effacer la vérité, mais surtout effacer l'homme en dissolvant sa dimension culturelle et spirituelle. Dans l'Église, la ligne de faille n'est pas entre progressistes et conservateurs, mais entre ceux qui se soumettent au relativisme et

2014 : Cuba, victoire de la diplomatie pontificale

Lorsque les États-Unis et Cuba ont officialisé leur réconciliation, au printemps 2014, Barack Obama et Raúl Castro ont publiquement reconnu le rôle joué par le Saint-Siège et le pape François dans ce rapprochement. Cet événement a mis en lumière le rôle souterrain et pacificateur du Saint-Siège dans la vie diplomatique, d'autant que Cuba est un lieu géostratégiquement important pour la diplomatie pontificale. En 1962, la Guerre froide connaît la crise la plus grave de son histoire. Suite à l'installation des missiles nucléaires sur l'île, Kennedy est décidé à ne pas céder, d'autant qu'il a déjà été humilié par l'échec du débarquement dans la baie des Cochons. Sa position est ferme, mais Khrouchtchev refuse lui aussi de céder. Aucun des chefs d'État ne peut perdre la face, car ils craignent que cela ne les affaiblisse face à leurs opinions publiques et face à leurs alliés. Le ton monte si bien que les plans d'opérations militaires sont sortis et que les armées sont prêtes au combat. Jean XXIII est décidé à arrêter la guerre. Alors que le Saint-Siège n'a aucune relation diplomatique avec les États-Unis (elles ont été établies en 1984) ni avec l'URSS, il active le réseau diplomatique et prend contact personnellement avec les deux chefs d'État. Il téléphone à l'un et à l'autre pour les appeler à la raison, et à ne pas déclencher le conflit nucléaire. Le 25 octobre, sur Radio-Vatican, il lance un appel solennel à la paix, dont le texte est lu en français. Pie XII avait lancé le même appel en 1939, mais il n'avait pas été écouté, et la guerre avait été déclenchée quelques jours plus tard. Cette fois, États-Unis et URSS suspendent leurs opérations. Jean XXIII a servi de médiateur, ce que l'ONU n'a pu faire. Il a fallu une autorité morale supérieure pour parler aux deux K, Kennedy et Khrouchtchev, et contribuer à éviter l'embrasement. De cette expérience naquit le projet d'encyclique *Pacem in terris*, « La paix sur la terre », publiée quelques jours avant la mort du pape. En 1998, Jean-Paul II est le premier pape à effectuer une visite apostolique sur l'île. La rencontre entre le chef communiste Fidel Castro et l'un des artisans de la chute du Mur est un des moments forts de la diplomatie pontificale. Puis, en 2012, c'est Benoît XVI qui se rend sur l'île, et François en 2015.

ceux qui proclament que l'homme est fils de Dieu. Cette idée est essentielle pour comprendre la position de l'Église, que ce soit en matière d'environnement, d'économie ou de construction de la paix. La devise de Pie XII était « *La paix est l'œuvre de la justice* ». Cela résume toute l'action diplomatique du Saint-Siège. Pas de paix sans justice, pas de paix sans développement économique, ce que rappelait Paul VI : « *Le développement est l'autre nom de la paix* ». Or, la justice ce n'est pas que l'accroissement des biens matériels et du

confort de vie, c'est surtout la respiration spirituelle et intellectuelle de l'homme. Le premier des droits, c'est la liberté religieuse, et c'est pourquoi le Saint-Siège la défend avec autant de constance.

■ La liberté religieuse est-elle opposée à la laïcité ?

En France la laïcité est souvent un slogan pour attaquer l'Église. La laïcité, c'est certes rendre à César ce qui lui

appartient, mais c'est aussi rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Une société qui ne permet pas la liberté religieuse, qui attaque les chrétiens par des lois d'exception ou par des moqueries, n'est pas laïque. La laïcité ne consiste pas à effacer Dieu ni à retirer la foi de l'espace public.

Léon XIII a eu cette formule percutante : « *L'athéisme, c'est le culte de l'État* ». En prônant une véritable et saine laïcité, le Saint-Siège empêche l'émergence des idéologies politiques qui se transforment ensuite en religion politique.

■ **Le Saint-Siège défend la liberté religieuse, y compris dans les pays musulmans...**

Les relations avec les pays musulmans varient selon l'histoire propre de ces pays. Elles sont bonnes avec la Jordanie et l'Iran, qui est un pays à part dans le monde musulman. Il y a aussi des relations avec des pays du Golfe, notamment des Émirats. Mais la pratique de la foi est tout de même compliquée. Les prêtres doivent célébrer la messe avec discrétion, et les musulmans ne peuvent pas se convertir. En prônant la liberté religieuse, le Saint-Siège met l'islam en face de ses propres contradictions. S'il refuse, il montre un visage liberticide, s'il accepte, il prend le risque que des personnes quittent cette foi pour demander le baptême. Défendre la liberté religieuse peut sembler naïf, mais c'est en réalité beaucoup plus efficace que de prôner l'affrontement.

■ **Sur la crise des migrants, quelle est la position de l'Église ?**

Face à un phénomène d'une grande complexité, l'Église s'exprime de façon polyphonique, en fonction des prélats qui prennent la parole sur ce sujet. L'Église, en tant qu'institution, n'a pas vraiment de solution concrète : elle se limite à des principes généraux, ce qui est son rôle. Mais le discours tenu par les prélats d'Europe et par ceux vivants dans les

25 septembre 2015 : L'environnement intégral

Pour les 70 ans de l'Onu, c'était la cinquième fois qu'un pape se rendait à New York pour prononcer un discours devant l'assemblée générale de l'organisation. Le pape François a repris les thèmes déjà abordés dans son encyclique *Laudato si'* en les inscrivant dans une cohérence et un projet global, celui de la défense de l'environnement intégral. François a insisté sur le fait que l'homme n'est pas dissocié de l'environnement, et que défendre celui-ci c'est défendre l'homme. Ce qui signifie qu'il ne faut pas gâcher les richesses de la nature. Une nouvelle fois le Pape a attaqué la mentalité de la culture du déchet qui rejoint en bien des points les appels contre la culture de mort lancés par Jean-Paul II.

Même si certains phénomènes touchent des continents en particulier, ils s'inscrivent en fait dans le vaste mouvement de la mondialisation, dont il veut éviter qu'elle ne devienne le lieu d'une indifférence caractérisée. C'est en cela qu'il faut comprendre sa charge contre les narcotrafics. Le crime organisé et la traite des hommes sont une autre face de la mondialisation, celle d'une mondialisation criminelle qui se fait de l'argent sur le sang des pauvres.

Le Pape a par ailleurs relancé un appel à éradiquer les armes nucléaires. C'est une constante de la diplomatie pontificale depuis Jean XXIII, portée à l'ONU par les diplomates du Saint-Siège.

Enfin, poursuivant sa défense de l'environnement intégral et de la maison commune, il a appelé à respecter la nature de l'homme. En cela il reprenait les grandes idées du discours de Benoît XVI au Bundestag en 2011. Reconnaître la différence naturelle entre l'homme et la femme, à l'encontre de ce que théorise l'idéologie du *gender*, respecter la sacralité de la vie, ce qui suppose d'accepter la transcendance. La foi apparaît ainsi comme une nécessité de la sauvegarde de la maison commune.

La réflexion du Pape est profondément géopolitique, car elle se développe sur plusieurs espaces de pensée. Si l'on doit veiller à l'environnement naturel de l'homme, alors il faut aussi sauvegarder son environnement stratégique et politique, d'où la réflexion concernant un environnement intégral qui appelle à veiller sur tout l'homme. Cette vision sera forcément évoquée lors du sommet Cop 21 de Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015.

pays émetteurs de migrants est souvent assez antinomique. Les évêques d'Orient appellent leurs fidèles à ne pas partir, pour ne pas faire le jeu de Daech et pour ne pas vider l'Orient de ses chrétiens.

C'est la même chose en Afrique : plusieurs évêques ont pris position contre les migrations, car ils constatent que cela prive leurs pays de ses forces vives. Benoît XVI avait évoqué ce miel amer de l'émigration lors de son voyage au Liban en 2012, en exhortant la jeunesse du pays à ne pas y céder.

Les migrants sont victimes de traite humaine, dimension qui n'est pas assez prise en compte. Le discours doloriste ne suffit pas : ce sont les causes qu'il faut traiter. Le pape François a évoqué, à Sarajevo, le risque d'une guerre mondiale « *par morceaux* », et la crise migratoire y participe.

■ **En dépit de la variété des continents, y a-t-il une unité de la géopolitique du Saint-Siège ?**

Cette unité, c'est la romanité. Diffuser le christianisme, ce n'est pas seulement diffuser des rites et des manières de faire, c'est surtout diffuser des façons de vivre et de penser. La diffusion du christianisme est une diffusion de la romanité, héritée des Grecs et des Romains. D'où l'importance des chrétiens d'Orient. Ce qui compte pour le Saint-Siège, ce n'est pas le poids numérique, mais le poids historique. Les chrétiens perdus en Orient ne peuvent pas se rattraper par des conversions en Asie. En Orient, ce sont ses racines historiques et intellectuelles que le Saint-Siège défend. Si cela doit être perdu, rien ne pourra le remplacer. ■

Jean-Baptiste Noé, *Géopolitique du Vatican : La puissance de l'influence*, PUF, 253 p., 20 €.

(En prônant la liberté religieuse, le Saint-Siège met l'islam devant ses contradictions)